Fiche informative statutaire

[Fonctionnaires administratifs : Attachés d'administration de l'État]

[Version n° 2 – 28/06/2024]

Attaché d'administration de l'État

- **Textes essentiels :**
  - **Décret n° 2008-1314 du 12 décembre 2008** relatif à l'emploi de Conseiller d'Administration de la Défense.
  - **Décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011** portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État.
  - **Note n° 0001019030791/ARM/SGA/DRH-MD/SR-RH/SRP4 du 16 octobre 2019 –** Rénovation de certaines règles de gestion de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE).
  - **CIRCULAIRE N° 0001D22006993/ARM/SGA/DRH-MD du 21 avril 2022** relative aux règles de gestion du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents des corps des filières administrative, technique, sociale, paramédicale et culturelle du ministère des armées
  - **Note SRHC du 22 juin 2020** portant les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels.

Les attachés appartiennent au corps interministériel des attachés d'administration de l'État classé dans la catégorie de niveau A.

Ce corps comprend trois grades :

- Le grade d'attaché d'administration de l'État (AAE). Il comprend 11 échelons ;
- Le grade d'attaché principal d'administration de l'État (APAE). Il comprend 9 échelons ;
- Le grade d'attaché d'administration de l'État hors classe (AAEHC). Il comprend 6 échelons et 1 échelon spécial ;
  - Le grade d'attaché d'administration de l'État hors classe donne vocation à exercer des fonctions correspondant à un niveau élevé de responsabilité.

- Le corps interministériel des attachés d'administration de l'État comprend, en outre, un grade de directeur de service, qui comporte 14 échelons. Ce grade est placé en voie d'extinction.

- En parallèle du grade d'attaché principal, il existe au ministère des armées le statut d'emploi fonctionnel de conseiller d'administration de la défense (CAD).

La grille indiciaire est en annexe A.

MISSIONS

Les attachés d'administration de l'État participent à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques ministérielles et interministérielles. À ce titre, ils sont chargés de fonctions de conception ou de pilotage d'unités administratives.

Ils ont vocation à être chargés des fonctions :

- D'encadrement ;
- De sélection, de formation, d'orientation ou de conseil technique ;
- De traitement de l'information ;
- De conception et d'utilisation des outils documentaires ainsi que des missions de rédaction, de traduction et de publication ;
- D'ordonnateur secondaire.

LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION (LDG)

Les LDG définissent des trajectoires pour un avancement d'attaché d'administration principal :

- **Courtes** : 7 à 9 ans de grade.
- **Médianes** : 10 à 17 ans de grade.
- **Longues** : 18 ans de grade.

DÉROULEMENT DE CARRIÈRE

Le déroulement de carrière des attachés d'administration de l'État se fait soit :

- Par avancement au grade supérieur ;
- À l'ancienneté, par changement d'échelon et d'indice correspondant.

Les attachés principaux d'Administration de l'État peuvent accéder au statut d'emploi de Conseiller d'Administration de la Défense (CAD) quand ils occupent certains postes définis par arrêté.

Par avancement au grade supérieur

APAE :

- **Au choix** :
  - Avoir au moins 7 ans de catégorie A et avoir atteint le 8ème échelon du grade d'attaché.

- **Examen professionnel** :
  - Justifier d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps civil ou un cadre d'emploi de catégorie A ou de même niveau et avoir atteint le 5ème échelon du grade d'attaché.

AAEHC :

- **Au choix** :
  - Parmi les attachés principaux ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade, ainsi que les directeurs de service ayant atteint au moins le 7ème échelon de leur grade, et justifiant :
    - De 6 ans de détachement dans un ou plusieurs emplois fonctionnels culminant au moins à l'indice brut 985 ;
    - Ou de 8 ans d'exercice de fonctions de direction, d'encadrement, de conduite de projet ou d'expertise correspondant à un niveau élevé de responsabilité, à la date d'établissement du tableau d'avancement ;
    - Ou d'avoir atteint le 10ème échelon du grade d'attaché principal ou, pour les directeurs de service, avoir atteint le 14ème échelon de leur grade.
  - L'accès à l'échelon spécial du grade d'attaché d'administration de l'État hors classe se fait au choix :
    - Justifier de 3 ans d'ancienneté dans le 6ème échelon d'AAEHC.

CAD :

- **Avoir au moins 13 ans d'ancienneté**, dont au moins 4 ans dans le grade d'avancement, dans un corps Cadre d'emploi de catégorie A, dont l'indice sommital est au moins égal à l'indice brut 966.
- **Exercer des fonctions** d'animation, de coordination d'expertise ou de conseil comportant l'exercice de responsabilités particulièrement importantes : la liste des emplois est fixée par arrêté.

Par accession au tour extérieur pour le corps interministériel des Administrateurs de l'État.

Les attachés d'administration justifiant de 8 ans de service effectif dans un corps ou un emploi de catégorie A peuvent se présenter au tour extérieur pour accéder au corps interministériel des Administrateurs de l'État.

RÉGIME INDEMNITAIRE

- **Nouvelle bonification indiciaire (NBI)**
  - Certaines fonctions tenues par des agents de ce corps ouvrent droit à la NBI :
    - *Décret n° 93-522 du 26 mars 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique de l'État*
    - *Décret n° 200-887 du 14 mai 2007 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de la défense ;*
    - *Arrêté du 14 mai 2007 modifié par l'arrêté ministériel du 8 mai 2017 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de la défense ;*
    - *Arrêté du 16 mai 2007 modifié par arrêté du 23 février 2015 fixant la liste des emplois tenus par des fonctionnaires ouvrant droit au bénéfice d'une nouvelle bonification indiciaire.*

- **Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) *(annexe B)***

  - Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 institue le RIFSEEP. Ce régime distingue :

    - **L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)** – il s'agit de l'indemnité principale, versée mensuellement qui valorise l'exercice des fonctions ;
    - **Le complément indemnitaire annuel (CIA)** – il s'agit de l'indemnité facultative qui peut être versée en une seule fois ou deux fois seulement dans l'année où elle est octroyée. Cette dernière valorise l'engagement professionnel.
    - **La circulaire n° 0001D22006993/ARM/SGA/DRH-MD du 21 avril 2022** relative aux règles de gestion du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents des corps des filières administrative, technique, sociale, paramédicale et culturelle du ministère des armées, détermine les règles de gestion de l'IFSE et du CIA applicables aux attachés d'administration.

  - L'arrêté du 19 mars 2015 pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précise que tous les emplois des attachés doivent être classés en quatre groupes de fonctions. Il prévoit ainsi les montants socles et les montants plafonds annuels pour l'IFSE, les montants plafonds annuels pour les CIA, selon les groupes et les périmètres (administration centrale ou services déconcentrés).

- En application des dispositions du décret, tous les emplois des attachés du ministère sont classés en quatre groupes de fonctions, donnant lieu à une indemnité qui tient compte des fonctions réellement exercées.

MOBILITE - LES PRINCIPALES NOUVEAUTES INTRODUITES EN 2020 *(annexe C)*

- Augmentation des socles indemnitaires IFSE.

- Création de nouveaux tickets mobilité :
  - le ticket d'entrée dans le ministère : le montant est le même que celui d'une mobilité interne ;
  - le ticket mobilité descendant : **500 €** ;

- Une mobilité facilitée entre les périmètres avec la suppression de la référence de la limite du montant moyen de l'IFSE.

- La première affection dans un emploi relevant d'un corps de catégorie supérieure, après promotion au choix donne lieu à une majoration de l'IFSE ;

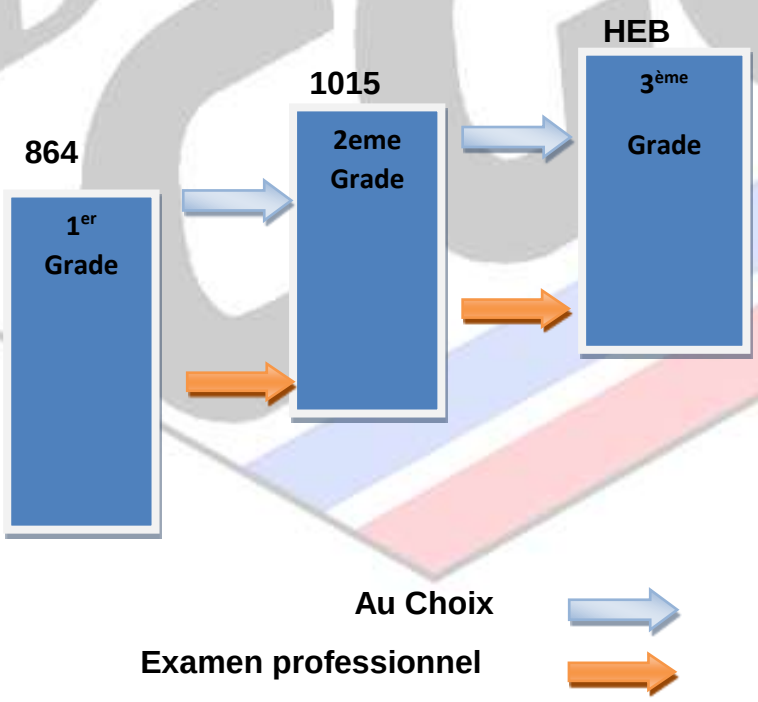
- Le ticket d'accès au périmètre d'administration centrale est porté à **1 200 €**.

REVENDICATIONS DE DEFENSE CGC

POUR LES ATTACHES D'ADMINISTRATION DE L'ETAT

REVENDICATIONS STATUTAIRES

- De meilleurs débouchés vers les corps supérieurs, en particulier celui des administrateurs civils ;
- La transformation du grade d'attaché hors classe, en vrai grade classique, avec un taux d'avancement d'au moins 15%, car celui-ci est actuellement un grade à accès fonctionnel ;
- La modification de l'échelon spécial du grade d'attaché hors classe en échelon de droit commun, en hors échelle A. En effet, à partir du 1er janvier 2021, la différence entre l'échelon sommital du grade d'attaché principal et le 6ème échelon du grade d'attaché hors classe n'est plus que de 9 points d'indice majoré. Corrélativement, un échelon spécial en hors échelle B devrait être créé et le statut d'emploi fonctionnel de conseiller d'administration de la Défense (CAD) devrait être modifié *mutatis mutandis* ;
- L'échelon sommital du grade d'AAE soit porté à l'indice brut 864 (indice majoré 706).



REVENDICATIONS RELATIVES A LA GESTION

Les attachés d'administration de l'Etat sont regroupés dans un corps unique interministériel à gestion ministérielle. En théorie, la mobilité interministérielle devrait en être facilitée. Cependant, dans la pratique il existe deux freins importants aux demandes de mutation :

- D'une part, une absence de gestion globale du corps au niveau interministériel : chaque département ministériel travaille sans aucune coordination véritable ;
- D'autre part, bien que le régime indemnitaire de base, le RIFSEEP, soit commun aux différents ministères, il s'avère que l'application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 est très diverse, en particulier l'application des montants de l'IFSE et du CIA.

Défense CGC revendique donc :

- La mise en place d'une gestion globale et coordonnée du corps des attachés d'administration de l'Etat au sein des entités ministérielles ;
- L'unification de l'application du RIFSEEP des différents départements ministériels afin de supprimer la concurrence entre administration ;

De plus, Défense CGC revendique, spécifiquement pour le ministère des Armées :

- La mise en place d'une politique de revalorisation générale des IFSE, de manière que le pouvoir d'achat de ce régime indemnitaire ne soit pas rogné continuellement par l'inflation et l'augmentation des divers prélèvements sociaux, années après années ;
- Une augmentation à 11% du taux d'avancement au grade d'attaché principal, pour s'aligner sur celui au grade d'ingénieur civil divisionnaire ;
- Que la publication des tableaux d'avancement (de SA en AAE et de AAE en APAE) soit accompagnée de la fourniture aux agents concernés de la liste des postes réellement à pourvoir.

REVENDICATIONS RELATIVES AUX PARCOURS PROFESSIONNELS

Les perspectives d'évolution de carrière pour les attachés demeurent incertaines. Les postes à responsabilité leur sont largement fermés dans les structures à dominante militaire, y compris dans le soutien. Les promesses de civilianisation des postes à ce niveau n'ont pas été tenues. La construction de véritables parcours professionnels devient indispensable si l'on veut espérer une amélioration en ce domaine.

De même le nombre de postes de CAD devrait être revu à la hausse, pour atteindre au moins 20% du corps, afin de fluidifier la carrière des agents.

Compte tenu de l'allongement de la durée d'activité, nous demandons que l'administration crée des postes d'experts et de formateurs pour valoriser l'expérience et ainsi profiter des compétences acquises tout au long de la carrière.

REGIME INDEMNITAIRE

Pour les IFSE, il ne devrait avoir qu'un seul barème réglementaire avec des montants alignés sur ceux de l'administration centrale : suppression au niveau réglementaire des différences de barèmes entre l'administration centrale (AC) et les services déconcentrés (SD).

Tous les services, d'administration centrale, des services déconcentrés en Île-de-France et hors Ile-de-France, soient dans un seul et même périmètre avec les taux d'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise d'administration centrale.

La revalorisation de plafonds d'IFSE qui ont été fixés il y a maintenant plus de 8 ans, alors que ces dernières années ont connues une inflation importante.

La mobilité de l'AC vers les SD ne doit plus être pénalisée, comme aujourd'hui, par divers mécanismes de gestion dont les critères sont invérifiables pour les agents.

Une meilleure prise en compte des régimes indemnitaires pour la pension de retraite.

Défense CGC revendique aussi que l'IFSE soit maintenue pour les agents en CLM[1] et en CLD[2].

[1] CLM : congé de longue maladie.
[2] CLD : congé de longue durée.

ANNEXE A - GRILLE INDICIAIRE *(01.06.2024)*

Grade	Echelon	Durée	Indice brut	Indice majoré	Traitement brut	IR	Pension	Transfert P/P	IFSE	CIA	RAFP	CSG+CRDS	Traitement net
Attaché	1	1a6m	444	**395**	1944,50	58,33	215,84	32,42	1083,33		19,44	291,03	**2527,43**
	2	2	469	**415**	2042,96	61,29	226,77	32,42	1080,33		20,43	300,41	**2604,55**
	3	2	499	**435**	2141,41	64,24	237,70	32,42	1083,33		21,41	310,36	**2687,09**
	4	2	525	**455**	2239,87	67,20	248,63	32,42	1080,33		22,40	319,74	**2764,21**
	5	2a6m	567	**485**	2387,55	71,63	265,02	32,42	1083,33		23,88	334,52	**2886,67**
	6	3	611	**518**	2550,00	76,50	283,05	32,42	1080,33		25,50	350,18	**3015,68**
	7	3	653	**550**	2707,53	81,23	300,54	32,42	1083,33		27,08	365,93	**3146,13**
	8	3	693	**580**	2855,21	85,66	316,93	32,42	1080,33		28,55	380,14	**3263,16**
	9	3	732	**610**	3002,90	90,09	333,32	32,42	1083,33		30,03	394,92	**3385,62**
	10	4	778	**645**	3175,20	95,26	352,45	32,42	1080,33		31,75	411,55	**3522,61**
	11		821	**678**	3337,65	100,13	370,48	32,42	1083,33		33,38	427,78	**3657,05**
Attaché principal	1	2	593	**505**	2486,01	74,58	275,95	32,42	1333,33		24,86	368,01	**3192,68**
	2	2	639	**540**	2658,30	79,75	295,07	32,42	1333,33		26,58	384,92	**3332,38**
	3	2	693	**580**	2855,21	85,66	316,93	32,42	1333,33		28,55	404,25	**3492,05**
	4	2	732	**610**	3002,90	90,09	333,32	32,42	1333,33		30,03	418,75	**3611,79**
	5	2	791	**655**	3224,42	96,73	357,91	32,42	1333,33		32,24	440,49	**3791,42**
	6	2a6m	843	**695**	3421,33	102,64	379,77	32,42	1333,33		34,21	459,82	**3951,08**
	7	2a6m	896	**735**	3618,25	108,55	401,63	32,42	1333,33		36,18	479,15	**4110,74**
	8	3	946	**773**	3805,31	114,16	422,39	32,42	1333,33		38,05	497,52	**4262,42**
	9	3	995	**811**	3992,38	119,77	443,15	32,42	1333,33		39,92	515,88	**4414,10**
	10		1015	**826**	4066,22	121,99	451,35	32,42	1333,33		40,66	523,13	**4473,98**
Attaché hors classe	1	2	797	**660**	3249,04	97,47	360,64	32,42	1666,67		32,49	474,68	**4112,95**
	2	2	850	**700**	3445,95	103,38	382,50	32,42	1666,67		34,46	494,01	**4272,61**
	3	2	896	**735**	3618,25	108,55	401,63	32,42	1666,67		36,18	510,92	**4412,31**
	4	2a6m	946	**773**	3805,31	114,16	422,39	32,42	1666,67		38,05	529,28	**4563,99**
	5	3	995	**811**	3992,38	119,77	443,15	32,42	1666,67		39,92	547,65	**4715,67**
	6	(3)	1027	**835**	4110,52	123,32	456,27	32,42	1666,67		41,11	559,24	**4811,47**
	sp		HEA1	**895**	4405,89	132,18	489,05	32,42	1666,67		44,06	588,24	**5050,97**
			HEA2	**930**	4578,19	137,35	508,18	32,42	1666,67		45,78	605,15	**5190,67**
			HEA3	**977**	4809,56	144,29	533,86	32,42	1666,67		48,10	627,86	**5378,28**
Emploi fonctionnel de Conseiller d'administration de la défense													
	1	2	762	**633**	3116,12	93,48	345,89	32,42	1625,00		31,16	457,66	**3967,47**
	2	2	812	**671**	3303,19	99,10	366,65	32,42	1625,00		33,03	476,02	**4119,15**
	3	2	861	**709**	3490,25	104,71	387,42	32,42	1625,00		34,90	494,39	**4270,83**
	4	2	912	**748**	3682,24	110,47	408,73	32,42	1625,00		36,82	513,23	**4426,51**
	5	2a6m	959	**782**	3849,62	115,49	427,31	32,42	1625,00		38,50	529,66	**4562,22**
	6	2a6m	996	**812**	3997,30	119,92	443,70	32,42	1625,00		39,97	544,16	**4681,97**
	7		1027	**835**	4110,52	123,32	456,27	32,42	1625,00		41,11	555,27	**4773,77**
	ES		HEA	**895**	4405,89	132,18	489,05	32,42	1625,00		44,06	584,27	**5013,27**
				930	4578,19	137,35	508,18	32,42	1625,00		45,78	601,18	**5152,97**
				977	4809,56	144,29	533,86	32,42	1625,00		48,10	623,89	**5340,58**

ANNEXE B – DÉTERMINATION DES MONTANTS DU RIFSEEP

IFSE ***(montants bruts annuels)***

L'arrêté du 11 juin 2024, paru au JO du 18 juin, redéfinit les périmètres des plafonds des IFSE des corps administratifs.

Maintenant, les services déconcentrés en région Île-de-France sont dans le même périmètre que les administrations centrales : la mobilité et le déroulement de carrière des fonctionnaires de l'ordre administratif, en Île-de-France ne seront plus entravés par des problèmes de plafonds d'IFSE, à groupe égal, dans cette région qui concentre une grande part des effectifs de cette filière.

Pour le ministère des Armées, cette redéfinition des périmètres d'IFSE est en correspondance avec les pratiques de gestion qui avaient alignée les socles des IFSE des fonctionnaires administratifs des services déconcentrés en Île-de-France avec les montants pratiqués en administration centrale.

Groupe de fonctions	PLAFOND ANNUEL DE L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE	
	Administration centrale, services déconcentrés en Ile-de-France, établissements et services assimilés	Services déconcentrés, établissements et services assimilés
Groupe 1	40 290€	36 210€
Groupe 2	35 700€	32 130€
Groupe 3	27 540€	25 500€
Groupe 4	22 030€	20 400€

L'IFSE peut faire l'objet d'un réexamen en cas de :

- Changement de fonctions ;
- Changement de grade ;
- Au moins tous les 4 ans, en l'absence de mobilité/promotion (clause de revoyure).

CIA ***(montants bruts annuels)***

Montants de référence						
2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
800 €	800 €	1 300 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €

- Le CIA n'est pas automatique ;
- Le CIA est une part variable du régime indemnitaire : RIFSEEP = IFSE + CIA ;
- Le RIFSEEP qui augmente, c'est le régime indiciaire qui stagne ;
- Le RIFSSEP n'est pas pris en compte dans le calcul de votre future pension ;
- Le CIA dépend de la manière de servir et de l'engagement de l'agent décrits dans le CREP.

ANNEXE C – MOBILITÉ

Montants des revalorisations en cas de mobilité de l'AC vers les SD *(montants bruts annuels)*

Mobilité sur un poste de niveau inférieur	Montant de l'IFSE : **500** €
Mobilité sur un emploi de même groupe	Montant de l'IFSE maintenu si la durée d'affectation sur le précédent poste est inférieure à 3 ans
	Montant de l'IFSE majoré si l'agent a été affecté sur son précédent poste : - **de 1 000 €** si mobilité au sein des groupes 4, 3 et 2 - **de 1 500 €** en cas de mobilité au sein du groupe 1
Mobilité sur un poste de niveau immédiatement supérieur	**1 500 €** vers les groupes 3 et 2

Montants des revalorisations en cas de mobilité des SD vers l'AC *(montants bruts annuels)*

Mobilité sur un poste de groupe inférieur	**1 500 €**	
Mobilité sur un poste de même groupe	**2 500 €** pour les groupes 4, 3, 2	**3 000 €** pour le groupe 1
Mobilité sur un poste de groupe supérieur	**3 000 €** vers les groupes 3, 2	**3 500 €** vers le groupe 1

Montants des revalorisations en cas de promotion

Avancement au grade d'APAE	**3 000 €**
Avancement au grade d'attaché HC	**4 000 €**